

FSU 84

Mars 2017, n° 99

Pour l'Enseignement, l'Education, la Recherche, la Culture, la Formation, l'Insertion

TRIMESTRIEL DE LA FSU VAUCLUSE

116 rue Carreterie, 84000 Avignon

Tel. 04 90 82 15 50 – Fax. 04 90 85 36 36 – Mail : fsu84@fsu.fr

Site internet : fsu84.fsu.fr

Dispensé de timbrage AVIGNON CTC

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

N° CPPAP: 0614 S 07929

N° ISSN: 1628-1071

Prix : 1,5 euro

Tirage : 1600 ex

Dir. de publication: S. Bartet

Rédacteur en chef: S. Bartet

DEPOSE LE 30/03/17

Sommaire

Page 1 : L'édito

Pages 2 et 3 : La fonction publique face aux enjeux politiques : illustrations locales et perspectives nationales

Page 4 : Bollène : contre la vente du stade des Tamaris – Observatoire intersyndical de l'extrême droite

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la FSU 84. Conformément à la loi du 08/01/1978, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant à la FSU Vaucluse.

L'édito : Le fond de la piscine

C'est peu dire qu'en l'état, l'élection présidentielle ne laisse guère de place à la question du progrès social.

D'une part, l'attention médiatique, qu'elle absorbe, est focalisée par des « affaires » : celles qui concernent François Fillon d'abord, au grand bénéfice de Marine Le Pen et du FN, dont les pratiques financières douteuses apparaissent secondaires.

D'autre part, les candidats donnés en tête des sondages sont porteurs, de façons différentes, de reculs sociaux considérables, y compris pour les services publics et les fonctionnaires (nous y revenons pages 2-3). S'il reste des candidats et des programmes alternatifs au néolibéralisme et à l'austérité, les divisions de la gauche n'aident pas à les faire valoir.

Le programme, à la fois ultra conservateur et ultra libéral, de M. Fillon, apparaît comme un nouveau signe de la droitisation de la vie politique et d'une partie de la société. Pendant ce temps, M. Macron prétend rejeter le clivage droite/gauche. On le constate souvent, quand une personnalité politique ne se dit ni de droite, ni de gauche, c'est qu'elle est de droite. Passons : sans s'arrêter à cette question de latéralisation, le dit Macron propose un programme économique et social, qui va si loin dans le sens du néolibéralisme, qu'on peine à le distinguer, pour l'essentiel, de celui de M. Fillon.

Quant à Marine Le Pen, si sa colonne vertébrale politique n'est pas là, mais dans le repli identitaire, la xénophobie, la désignation de boucs émissaires, elle

continue tout de même de brouiller les cartes, par un pseudo discours social. Les contradictions et le flou complet de ses propositions économiques et sociales finiront-ils par révéler l'imposture ?

La présidentialisation et la personnalisation du régime et de la vie politique favorisent sans doute ce marasme et contribuent aux blocages du débat public. Aurait-on touché le fond de la Vème République ? Le croire serait peut-être oublier que la vie politique n'est pas comme une piscine : quand on en touche le fond, on peut encore creuser.

Pourtant, même si les circonstances sont difficiles, notamment pour un syndicalisme de transformation sociale à rebours de l'ambiance politique dominante, les besoins sociaux, la nécessité d'alternatives économiques et l'exigence de démocratie, politique comme sociale, n'ont pas disparu.

Démocratisation de l'éducation, élévation générale du niveau de formation et de qualification, relance de l'économie et transition écologique, renforcement des services publics et de la protection sociale, création d'une sécurité sociale professionnelle, reconnaissance et revalorisation de la fonction publique et du salariat en général... Sur tous ces sujets, d'autres voix doivent être entendues.

Sylvain Bartet, secrétaire départemental de la FSU

La fonction publique face aux enjeux politiques : du bilan « Hollande » à l'élection présidentielle

Illustrations locales et perspectives nationales

Comment caractériser le quinquennat Hollande, pour la fonction publique ? La politique menée a été, en tout cas, tortueuse : un discours plus respectueux à l'égard des fonctionnaires mais une politique d'austérité et une diffusion de l'idéologie du management poursuivies ; des mesures de revalorisation indéniables¹, mais insuffisantes, tardives et encore incertaines (elles devraient s'appliquer pour l'essentiel après 2017) ; des créations de postes dans des secteurs « prioritaires » (Education, Police, Justice), mais des suppressions qui ont continué ailleurs.

Or, même si l'on s'arrête au cas de ces secteurs « prioritaires », à l'échelle de notre département par exemple, le bilan est pour le moins contrasté. Et les acquis, au regard des programmes de plusieurs favoris des élections présidentielles, semblent fragiles.

Justice : le cas de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)

Au sein de la PJJ, dans le Vaucluse, ces cinq dernières années ont été marquées, de la part de la direction, par un changement de ton, beaucoup de « dialogue social », notamment sur les questions de santé et sécurité au travail. Pour finalement peu d'avancées : une forme de management dans les services s'est installée, avec une politique du chiffre et de prime au « résultat », à l'opposé du respect des missions qui fondent le service public.

Pas d'avancée non plus en faveur de la dimension éducative, revendiquée par le SNPES-PJJ-FSU (syndicat majoritaire de la PJJ). Par exemple, le centre éducatif fermé de Montfavet, est exactement le même qu'il y a 5 ans : toujours composé d'un personnel de contractuels, toujours le même cadre répressif...

En revanche, la PJJ est sur le point d'obtenir la création d'un service de milieu ouvert pour le Haut Vaucluse, à Orange, service qui avait été fermé à l'époque du quinquennat Sarkozy. Elle résulte d'une revendication acharnée du SNPES-PJJ. Une victoire syndicale, dans l'intérêt du service public.

Concernant les emplois, la PJJ a obtenu dans le Vaucluse la création d'une dizaine de postes ces deux dernières années, à la suite des attentats ayant frappé notre pays, dans le cadre du plan de lutte antiterroriste : 4 postes d'éducateurs, 4 de psychologues et 2 de « référents laïcité

citoyenneté », sur 130 agents dans le département.

Apport important, mais à propos duquel le SNPES-PJJ a dû batailler, pour éviter que ces nouveaux postes ne se spécialisent uniquement sur les missions de prévention de la « radicalisation » et du terrorisme, car elles ne concernent que 2 % des jeunes suivis par la PJJ.

Ecoles et collèges du Vaucluse

L'Education nationale a encore subi, du national au local, son lot de mauvaises réformes, faites sans concertation, maintenues malgré les oppositions : nouveaux rythmes scolaires dans le 1^{er} degré, réforme du collège...

La situation de l'« éducation prioritaire » (nouvelle carte des REP/REP+) reste problématique. Elle a été l'objet d'actions syndicales

répétées. La difficulté d'enseigner dans les collèges du Vaucluse a fini par être partiellement reconnue, avec 13 établissements relevant de l'EP. Mais 2 collèges, dits « accompagnés », s'ils bénéficieront d'un suivi particulier en terme de moyens, ont été injustement sortis de l'EP. Par contre-coup, ce sont aussi des écoles primaires d'Apt, de Bollène et de Sorgues qui l'ont été.

Les créations de postes ont certes évité que l'Ecole ne finisse à genou, y compris dans le Vaucluse, après les années Sarkozy (de 2007 à 2012 : moins 55 emplois dans le 1^{er} degré, moins 76 dans les collèges). Dans le 1^{er} degré, 141 postes (d'ETP : « emplois temps plein ») auront été créés à la rentrée 2017. De quoi lancer une réforme comme celle du « plus de maîtres que de classes », mais pas encore assez pour améliorer sensiblement les effectifs par classe, le remplacement, le fonctionnement des

Missions et moyens des infirmier(e)s scolaires

Le 27 février 2017 paraissait au BA 732 la lettre du Recteur sur la « politique éducative et de santé en faveur des élèves ». Cette lettre fait suite à la circulaire des missions du 10 novembre 2015 et à l'arrêté interministériel du 03 novembre 2015 : il a fallu 18 mois pour que l'Académie d'Aix-Marseille mette officiellement en application la politique et les textes nationaux.

18 mois de combats, menés par le SNICS-FSU, syndicat majoritaire, qui s'ajoutent aux 4 manifestations nationales à Paris, en deux ans, pour obtenir des missions en cohérence avec les besoins des élèves : clarification des rôles des médecins (visites médicales de la 6^{ème} année) et des infirmières scolaires (examens de dépistage de la 12^{ème} année) ; responsabilité pleine et entière de l'Education Nationale en matière de santé à l'école (l'établissement scolaire, l'école définis comme les lieux où doit se structurer le parcours éducatif de santé de l'élève) ; reconnaissance des compétences des infirmier(e)s scolaires, considéré comme « pivot » de cette nouvelle organisation...

Pour autant, il faut rester vigilant car les tentations d'externaliser la santé à l'école et de confier ces missions à d'autres que les infirmier(e)s scolaires (en matière d'éducation à la santé par exemple) planent toujours. Et la question des moyens restera inévitable.

Cette année, l'académie obtient 3 créations de postes infirmiers, dont un pour durcir des GTP (groupements de temps partiels) et un autre pour le nouveau lycée Saint-Mitre de Marseille. Ce qui au final n'améliore la situation de l'académie que d'un seul poste.

Il reste encore de nombreux secteurs où l'infirmière répartit son temps sur plusieurs établissements et zones de recrutement. Pour que ses missions puissent être menées à bien dans tous les établissements, il faudrait que tous les établissements soient dotés d'au moins un poste infirmier et c'est encore loin d'être le cas.

1 Dans le cadre des négociations dites « PPCR » (parcours professionnels, carrières, rémunérations).

RASED, etc.

Pour les collèges (relevant de l'Administration départementale), le solde n'est que de 13 ETP créés de 2013 à la rentrée 2017... Très loin, ne serait-ce que d'un rattrapage, des suppressions passées. Chose significative, le nombre de postes partagés sur plusieurs établissements reste anormalement élevé (80 à 120 cas selon les années). Quant au problème crucial des effectifs par classe, il demeure entier.

Pour la seule rentrée 2017, 38 postes supplémentaires sont prévus dans le 1^{er} degré, 17 dans les collèges. Afin que les conditions d'enseignement s'améliorent en profondeur dans le Vaucluse, il faudrait maintenir ce rythme plusieurs années encore dans les écoles élémentaires. Et pour les collèges, il faudrait carrément changer de braquet.

Néolibéraux et austéritaires

Dans ces circonstances, on imagine mal comment se traduirait, pour la fonction et les services publics, l'application de programmes présidentiels, néolibéraux et austéritaires, versions Fillon ou Macron. En effet, sur le plan économique et social, ils diffèrent en terme de degrés ou de formes, plus que de fond.

MM. Fillon et Macron prévoient une énorme baisse de la dépense publique, qui pèserait forcément sur les services publics (100 milliards pour M. Fillon,

60 milliards pour M. Macron), des suppressions massives d'emplois dans la fonction publique (500.000 pour le premier, 120.000 pour le second). Ils veulent rétablir une journée de carence en cas de maladie pour les agents. M. Fillon ajoute une augmentation du temps de travail.

Mentionnons aussi leurs projets pour les retraites : projets globalement régressifs (pour le privé et le public), avec pour les fonctionnaires, un mode de calcul qui serait aligné sur celui du privé. Cela éloignerait inmanquablement les niveaux moyens des retraites des fonctionnaires de ceux du privé, ces niveaux, à qualifications comparables, étant déjà très proches entre public et privé.

À gauche

Les principaux candidats de gauche, MM. Hamon et Mélenchon, avec des variantes, prétendent rompre avec l'austérité et les politiques libérales, mener des réformes fiscales, afficher leur respect du statut de la fonction publique et avancent des mesures en faveur des services publics et de leurs agents : revalorisation supplémentaire du point d'indice (chiffree à 7 % par M. Mélenchon), créations d'emplois (M. Hamon prévoit précisément 40.000 postes d'enseignants, 5.000 dans la police et la gendarmerie, évoque aussi des postes pour l'Hôpital ; M. Mélenchon propose un chiffre global de 200.000, dont 62.500 pour l'Hôpital et 60.000 pour

l'Education).

Le FN avance masqué

Le fond politique de l'extrême droite reste la xénophobie et le repli identitaire. Sur le plan économique et social, son discours a toujours été changeant, selon les époques et les publics visés. Même si sa dominante est souvent un libéralisme économique mêlé de protectionnisme. Le FN façon Marine Le Pen prolonge bien cette histoire, même s'il y greffe un pseudo discours social, feignant notamment de défendre les fonctionnaires... Alors qu'il y a seulement quelques années, comme dans son programme de 2007, il dénonçait encore un Etat « surchargé de fonctionnaires ».

C'est pourquoi Mme Le Pen reste floue. Seule proposition chiffrée : 21.000 nouveaux postes dans la police, la gendarmerie et les douanes. Avec une promesse d'augmenter les effectifs dans la fonction publique hospitalière, mais sans aucune précision. En sachant que, par ailleurs, elle s'inscrit dans des politiques libérales de baisse des cotisations sociales et d'impôts des entreprises et développe un discours anti-fiscal, on se demande comment le FN financerait ses vagues promesses.

Rappelons, enfin, que les politiques des élus locaux du FN confirment souvent le caractère profondément antisocial et hostile au service et à la fonction publics de l'extrême droite (réductions de moyens matériels et humains fournis aux écoles, gestion souvent managériale et autoritaire des personnels municipaux, austérité municipale impliquant des suppressions de postes).

L'indépendance syndicale, essentielle, ne signifie pas fermer les yeux sur les menaces qui pèsent sur le salariat et les droits sociaux en général, sur la fonction publique en particulier. Menace, inédite à ce niveau, du FN. Menaces, aussi, de nouvelles politiques d'austérité, plus ou moins libérales, antisociales et « anti-fonctionnaires ».

La FSU a déjà interpellé les candidats (le 20 mars dernier). Dans leurs différents champs, des analyses des programmes sont aussi diffusées par des syndicats de la FSU. Il s'agit toujours de **rappeler et faire entendre les revendications.**



Bollène : contre la vente du stade municipal des Tamaris, pour l'intérêt général

Le 9 février dernier, la FSU Vaucluse était à l'initiative d'un rassemblement à Bollène, contre la volonté de la Mairie (Ligue du Sud) de vendre le stade de Bollène-Ecluse. Initiative à laquelle se sont associés la CGT Educ'Action, SUD Education et les « Defentamaris » (association de parents d'élèves de l'école).

La Mairie de Bollène envisageait, pour des projets immobiliers, de vendre ce stade, qui est pourtant le dernier équipement public significatif du quartier des Tamaris, quartier populaire, excentré.

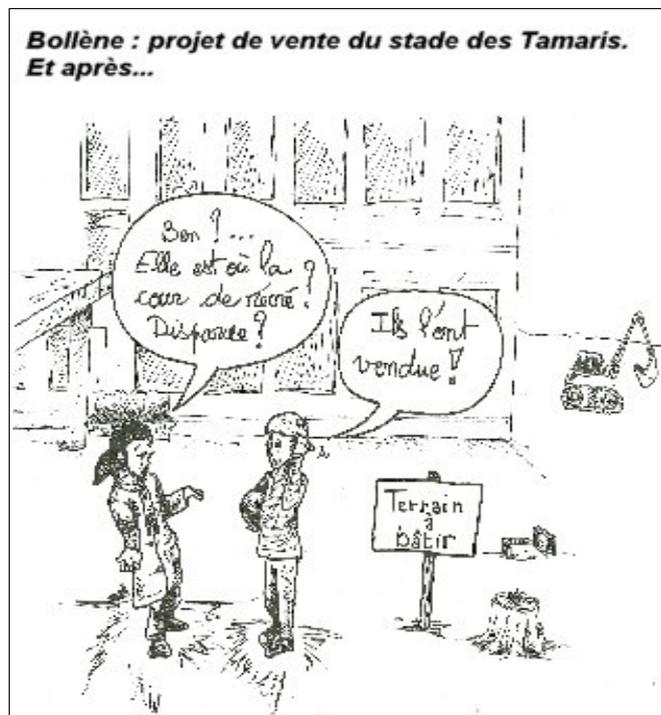
Or, le stade est une ressource importante pour l'école publique des Tamaris : les enseignants l'utilisent fréquemment pour les activités sportives des élèves, l'éducation physique et sportive étant un aspect indispensable des apprentissages et du développement des élèves, inscrit dans tous les programmes scolaires. La cour de l'école, du fait de sa taille et de son état général, ne pourrait s'y substituer et assurer des conditions de sécurité correctes.

Défense des conditions d'enseignement, des moyens de fonctionnement du service public d'Education, du niveau d'équipement public local : autant de raisons pour la FSU84 de s'impliquer et d'agir.

D'autres actions avaient déjà été organisées par des habitants du quartier. Le 6 novembre 2016, un rassemblement d'une centaine de personnes avait notamment eu lieu devant le stade, à l'appel des parents d'élèves des « Defentamaris ».

C'est à nouveau une centaine de personnes qui s'est rassemblée devant le stade le 9 février (enseignants, parents d'élèves, habitants du quartier et de la commune), pour revendiquer encore que la Mairie renonce à la vente, pour faire primer l'intérêt général, celui du service public d'Education et celui des administrés, à travers un équipement public, dont l'entretien devrait, au contraire, être amélioré.

Peu après, la Maire de Bollène a finalement repoussé, mais pas enterré, son projet de vente. Le service de communication de la Mairie indiquait la décision de



« suspendre la vente » mais de la reconduire « peut-être l'année prochaine, ou dans deux ans » (*Vaucluse Matin*, 23 février 2017). A cela s'ajoutait la remarque qu'en l'état, il n'y avait « pas d'aménagement à faire » pour le stade, alors qu'il manque manifestement d'entretien (même les cages de football ont été enlevées). Remarque révélatrice de la conception restrictive de la Mairie – caractéristique d'une Mairie d'extrême droite – concernant les moyens fournis aux écoles primaires comme aux quartiers populaires.

Si la décision de la Mairie constitue tout de même un recul, la vigilance, contre ce projet de vente, s'impose toujours.

Observatoire intersyndical de l'extrême droite : réunion dans le Vaucluse le 15 décembre 2016

Le 15 décembre 2016, l'Observatoire intersyndical national des politiques et des pratiques municipales de l'extrême droite, a tenu sa 3ème assemblée dans le Vaucluse, à Montoux, après celles de Béziers et de Knutange (Moselle), en 2015. Créé en juillet 2014, l'Observatoire réunit au niveau national CGT, FSU, Solidaires, UNEF, FIDL et UNL.

La réunion du 15 décembre a rassemblé environ 130 personnes, venues du Vaucluse et d'autres départements, parmi les plus exposés à la prégnance locale de l'extrême droite. Elle a permis d'approfondir, en croisant les expériences, le suivi des politiques locales de l'extrême droite, du point de vue syndical et à partir de situations de travail (imposture sociale du FN, menaces qui se confirment ou se précisent, actions menées ou à envisager pour s'y opposer...).



Dans la foulée, la CGT, la FSU et Solidaires, dans le Vaucluse, ont organisé leur propre Observatoire départemental, avec l'ambition de mener un travail régulier et pérenne. Premier résultat de cette démarche : un tract commun de type « 4 pages » a été rédigé pour être diffusé sur les lieux de travail. Intitulé « Pratiques municipales du FN et de la Ligue du Sud dans le Vaucluse : le vrai visage de l'extrême droite », il est accessible sur le site de la FSU84 (fsu84.fsu.fr).

Le refus de la banalisation de l'extrême droite, la capacité de réagir syndicalement face à elle, la nécessité d'informer sur ses réalités et de réveiller les consciences, sont bien au cœur de la démarche de l'Observatoire, du local au national.